

Paul-André Linteau, et al. *Histoire du Québec contemporain: II- Le Québec depuis 1930*. Montréal, Les Editions du Boréal Express, 1986. 739p.

Les passionnés de l'histoire du Québec se réjouiront de la parution (enfin!) du deuxième tome de *Histoire du Québec contemporain*. Depuis 1970, les recherches sur le Québec, en histoire comme dans d'autres disciplines, ont foisonné. La synthèse qui nous est proposée ici permet de combler un vide criant dans notre historiographie.

Ce livre dense se divise en trois parties chronologiques : 1930-1945 (« La crise et la guerre »), 1945-1960 (« A l'ombre de Duplessis »), et 1960 à nos jours (« Sous le signe de la Révolution tranquille »). A l'intérieur de chaque grande partie, des chapitres thématiques présentent, dans l'ordre, la population, l'économie, la société, les idéologies, la politique, et la culture, bref, un plan semblable à celui du premier tome. Cette manière d'organiser le matériel a le grand avantage de faciliter la consultation. Néanmoins, il s'est avéré impossible de construire des compartiments vraiment étanches. La politique, par exemple, envahit à peu près tous les chapitres par le biais d'un Etat de plus en plus interventionniste. On consultera alors les sous-parties pertinentes des chapitres qui sont d'ailleurs indiquées dans la table des matières.

La rédaction de cet ouvrage a amené les auteurs à aborder les sujets les plus controversés où les interprétations des historiens et autres scientifiques, pour ne pas dire de l'ensemble des Québécois, se révèlent fort divergentes voire irréconciliables. Néanmoins, puisqu'ils ont su éviter les schémas idéologiques si populaires il y a quelques années, ils s'en tirent en général fort habilement.

En général, oui, mais pas toujours! La prudence ne fait-elle pas un peu défaut lorsqu'il s'agit d'examiner « l'ombre de Duplessis »? Deux des auteurs de cet ouvrage se sont déjà penchés ailleurs sur le « retard » (entre guillemets) du Québec. Cette fois l'équipe aborde le retard sans les guillemets.

Bien sûr, chaque génération a sa perception du passé. Ici on nous présente la vision des « révolutionnaires tranquilles ». Pourtant la révolution tranquille est bel et bien terminée et certains des reproches faits à Duplessis sonnent un peu curieux aux oreilles de l'observateur désabusé des années 1980. Les auteurs affirment, par exemple, que la politique économique de Duplessis contribuait à maintenir au Québec « un abondant bassin de main-d'œuvre peu formée et mal payée ». (252) Certes, aujourd'hui, la main-d'œuvre est plus scolarisée mais les ouvriers et ouvrières du textile comme le personnel des magasins de détail (pour ne pas parler des infirmières, des procureurs de la Couronne et des juges!) crient toujours famine.

A l'époque de Duplessis, poursuit-on, le fait que beaucoup de grandes entreprises « soient américaines importe peu, pourvu qu'elles apportent de nouveaux investissements. » (252) Comment le lecteur de 1987, vivant dans le climat de l'après-FIRA, de Hyundai, et d'un taux de chômage dépassant largement les 10 pour cent en période dite « de prospérité », doit-il comprendre ce jugement? « La recherche de l'équilibre budgétaire devient ... une priorité » et Duplessis s'efforce de « limiter l'endettement du Québec » (254) déclarent les auteurs en exprimant leur désapprobation. Mais à notre époque, alors que le gouvernement provincial se bat pour maintenir le déficit annuel sous la barre des trois milliards de dollars, et qu'il n'a pas réussi à équilibrer son budget une seule fois depuis 1960, le blâme à l'égard de Duplessis pourrait presque se transformer en vertu.

De même, on reproche à Duplessis son anti-syndicalisme. Duplessis aurait voulu « conserver au Québec ses avantages comparatifs pour attirer les investissements » et il voyait le syndicalisme comme une menace à la stabilité sociale (286). Pour les Québécois contemporains, témoins du déclin des investissements ou ayant vécu le climat pré-révolutionnaire de la décennie 1970, Duplessis apparaît peut-être un peu moins comme le gros méchant loup. Doit-on aussi condamner sa défense stérile de l'autonomie provinciale, après avoir vu, pendant un quart de siècle, tant de vains combats par tous les partis en vue d'obtenir pour le Québec des pouvoirs accrus?

Les retards sont toujours relatifs. Faut-il préciser que ceux qui parlaient de retards en 1960 ne comparaient pas le Québec à Terre-Neuve ni à l'Alabama? Bien sûr, le point de comparaison, c'était — et c'est toujours — l'Ontario. A plusieurs égards, on peut démontrer que le Québec des

années 1950 (comme probablement presque toutes les autres provinces canadiennes) accuse un retard sur l'Ontario. Dans quelle mesure le retard du Québec (ou l'avance de l'Ontario) s'expliquent-ils par les politiques mises en avant par les gouvernements des deux provinces (plutôt que par un contexte géographique ou historique ou autre qui favorisait l'Ontario par rapport au Québec)?

Certes, il n'est pas facile de répondre à la question. Dans son ouvrage *The Prosperous Years: The Economic History of Ontario, 1939-75*, K.J. Rea conclut, après avoir analysé le développement économique rapide de l'Ontario après 1945 : « While the government could take some credit for not stifling this growth and possibly for stimulating it on occasion, it cannot be credited with causing it. Most of the underlying economic forces ... were clearly beyond provincial government control. » (226). Dans son livre *The Politics of Development*, H.V. Nelles montre, pour sa part, qu'en ce qui concerne le développement minier, le parti pris du gouvernement ontarien était clair : « As far as help with getting on with the job was concerned, no developer could ask for a better, more attentive partner than the government of Ontario. » (490) Le gouvernement ontarien faisait-il vraiment les choses différemment? Chose certaine, la question du « retard », ou du retard, du Québec est loin d'être close!

Par contre, le traitement des années depuis 1960 est empreint d'une plus grande modération. Oui, le Québec se modernise et vit les « glorieuses années 1960. » Mais la gestion de l'Etat-providence « devient de plus en plus lourde et coûteuse. » (579) Le Québec devient plus francophone, mais les Québécois occupent une part décroissante dans l'ensemble canadien. Le Québec s'enrichit, mais le chômage structurel augmente et les écarts régionaux persistent. Les syndicats deviennent « des partenaires sociaux de première grandeur » (531) mais les « grèves répétées dans les services publics provoquent l'irritation des usagers et ternissent l'image publique des syndicats ». (529) De fait, ces années apparaissent pleines de contradictions et de tensions.

Dans ce volume (comme dans le premier tome), les auteurs ont cherché à comprendre et à interpréter le Québec contemporain. Mais il faut les féliciter surtout d'avoir livré une synthèse solide qui décrit ce Québec sous ses multiples facettes. Les étudiants et étudiantes sauront en tirer grandement profit.

Richard Jones
Université Laval

* * *

Roland Mousnier and Jean Mesnard — *L'âge d'or du mécénat (1598-1661) : Actes du colloque international CNRS (mars 1983), Le Mécénat en Europe, et particulièrement en France avant Colbert*, réunis et publiés pour le compte de la Société d'étude du XVIIe siècle. Paris, Editions du CNRS, 1985. Pp. 440.

At first sight this collection of papers dealing with the golden age of patronage, primarily in France from 1598 to the fall of Fouquet, scarcely seems apposite for review in *Histoire sociale-Social History*. Many of the contributions deal with the minutiae of literary history, discuss editions of plays or poetry, and relate first nights long forgotten to all save scholars of theatre. However, as Roland Mousnier noted in his attempt to sum up the papers presented at the March 1983 conference from which the volume sprang, a reading of what is inevitably an uneven collection is highly suggestive for those interested in privatized relations between intellectuals and power in the first half of the seventeenth century. This can be contrasted with the Louis Quatorzien policy of state patronage for the arts. Only five papers deal with non-French topics.

The introduction by Marc Fumaroli pointed out major themes under investigation. The papers are grouped under three rather improbable sub-headings as the editors strove to give an appearance of coherence to the diverse contributions. These are: 1) the patrons, 2) those protected and their social